

Cabinet du Préfet

Saint-Brieuc, le

HG/MJ

REQUISITION D'USAGE de BIENS IMMOBILIERS

AU NOM du PEUPLE FRANÇAIS

Nous, René JANNEN, Préfet des Côtes-du-Nord  
Officier de la Légion d'Honneur,

VU l'ordonnance n° 61-108 du 1er février 1961 autorisant l'exercice du droit de réquisition immobilière au profit des forces de police en déplacement pour le maintien de l'ordre;

VU le décret n° 63-529 du 28 mai 1963 pris pour l'application de l'ordonnance précitée n° 61-108 du 1er février 1961;

VU la réquisition d'un escadron de gendarmerie mobile en date du 16 mars 1972 en vue d'assurer le maintien de l'ordre à SAINT-BRIEUC à compter du 17 mars 1972, dans le cadre de la grève qui affecte le Joint-Français;

REQUERONS Monsieur le Directeur de l'école d'horticulture de Saint-Ilan à LANGUEUX de mettre, à titre de cantonnement, les locaux nécessaires à la disposition de l'escadron de gendarmerie mobile, avec effet du 17 mars 1972.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 16 MARS 1972



LE PREFET,

René JANNEN

Au terme de cette première semaine de lutte, on peut commencer à faire le point :

- la direction reste butée sur ses positions
- mais la grève est bien partie : elle est massivement suivie, et l'intervention des flics n'a fait que consolider le mouvement.
- autour du Joint, dès les premiers jours, un vaste réseau de solidarité militante a commencé à se tisser : après la grève de Sambre et Meuse en 70 (unité ouvriers-enseignants) et les luttes lycéennes du printemps 71 (unité lycéens-ouvriers) la jonction est plus facile et plus rapide.
- déjà, on sent que si la grève dure, la solidarité peut dépasser tout ce qui a jamais été vu dans la région : l'existence du Comité de soutien, la solidarité promise par les leaders paysans, l'appui de la municipalité sont de gros atouts dans les mains des gars du Joint. C'est ce que la Taupe Rouge expliquera le lundi.

## la lutte se renforce

Lundi 20 mars : c'est déjà la deuxième semaine qui commence.

Le lundi, c'est toujours un moment difficile pour une grève. Et les travailleurs du Joint savent bien que les flics ne sont pas venus dans l'usine pour y prendre racine, mais pour assurer ce que les patrons appellent la « liberté du travail ». D'ailleurs Ouest France joue les oiseaux de mauvais augure : « ... Certains craignent que des incidents ne se produisent ce matin lors de l'embauche entre grévistes et non grévistes, les grilles devant être ouvertes ».

Et de fait, ce matin-là, dans les deux camps on se lève de bonne heure : les ouvriers ont pris leurs précautions et beaucoup de monde se rassemble au piquet de grève. Mais la police elle aussi s'est levée tôt : à 6 heures, puis à 7 heures le « diable » sort de sa boîte : ce ne sont même plus les gardes mobiles avec leur bel uniforme, mais une douzaine de pauvres flics brioichins, d'ailleurs fort connus des travailleurs. Ils semblent tout gênés d'être là ! Trois commissaires en civil les disposent devant la porte. Ils s'attendent sans doute à trouver quelques centaines de jaunes gémissant pour obtenir la « liberté du travail ».

Mais ils se retrouvent avec deux solides rangées bien enchaînées de piquet de grève scandant les mots d'ordre qui animeront toute la grève : « On ne travaille pas le fusil dans le dos » ; « contre les flics et les patrons, unité dans la lutte » ; « Le Joint-St-Brieuc c'est l'Espagne » ; « A bas la répression patronale et policière ».

En vain ils essaieront de disloquer le piquet. Leur grande victoire sera d'infiltrer trois pauvres filles qui cherchaient à rentrer. D'ailleurs, si l'on en croit Ouest France : « ... Ces 3 non-grévistes et le directeur de l'usine seraient ressortis peu après par une autre porte à bord d'un véhicule des forces de l'ordre » ! (O.F. 21 mars).

Il ne faut quand même pas laisser passer ça : un camarade prend parole pour dénoncer la sale besogne que les patrons du Joint ont démarré aux « forces de l'ordre ». Après son intervention, le commissaire range prudemment ses flics, jusqu'à la rentrée de 14 heures...

Ainsi, au grand dam des flics et des patrons, les jaunes manqueront à l'appel ! Pendant 8 semaines, aucune voix discordante ne s'élèvera dans les rangs des ouvriers. L'organisation ferme de la grève et aussi la présence des gardes mobiles dans la boîte souderont à la frange la plus combative l'ensemble des travailleurs du Joint. Même les inactifs ou les hésitants suivront le mouvement avec sympathie (5)

(5) Le lendemain et les jours suivants, on verra se répéter sans plus de succès le même ballet rituel : les képis sortent de l'usine et s'installent devant les grilles ; un piquet dynamique se place devant les képis. Comme sœur Anne, les flics attendent l'armada de jaunes qu'on leur avait promis et ne voient rien venir. Bredouilles, ils se retranchent une fois de plus dans leur camp pour ressortir à l'heure de la prochaine équipe, sans plus de résultat... Le moral des flics à qui on impose ce grotesque manège va baisser rapidement. Certains commencent même à ne plus se prendre très au sérieux.